

PLF 2026 ET MISSION « IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION » : UN DÉSENGAGEMENT FLAGRANT DE L'ÉTAT

Si la mission « immigration, asile et intégration » du projet de loi de finances (PLF) pour 2026 voit ses crédits augmenter légèrement (2,16 milliards d'euros), les coupes budgétaires se concentrent sur l'accueil et l'intégration des personnes exilées

Alors que le nombre de demandes d'asile augmente, ils et elles sont entre 40 000 et 70 000 à ne plus être hébergé-es dans le dispositif dédié.

Le PLF 2026 poursuit les suppressions de places des centres d'accueil et d'hébergement d'urgence, engagées dès 2025 (-10%).

De nombreuses personnes exilées n'ont pas d'autre choix que d'avoir recours aux structures d'hébergement d'urgence de droit commun du 115 (SIAO), déjà largement saturé. Des formes de « préférence nationale » y ont par ailleurs été recensées à plusieurs reprises, ce qui est contraire au principe d'inconditionnalité de l'accueil.

Ainsi l'investissement concerne la répression du séjour irrégulier. Ce budget a triplé depuis 2015.

Le gouvernement a en effet augmenté de façon importante les capacités des Centres de Rétention Administrative (CRA) avec un objectif de 3000 places pour 2027. Le PLF 2026 montre un investissement de 156 millions

d'euros dans les CRA, soit 113 millions de plus qu'en 2025...

Dans nos champs, et dans la continuité de réformes ayant ciblé les mêmes étudiant-es, depuis 2018, la suppression des aides personnelles au logement (APL), pour les étudiant-es non ressortissant-es de l'UE non boursier-es, et les doctorant-es non ressortissant-es de l'UE sans financement de thèse est une nouveauté.



(voir communiqué ESR)

Très souvent privé-es de contrat de travail, contraint-es à multiplier les heures de vacations, payé-es (lorsqu'elles le sont) avec plusieurs mois de retard au mépris de la loi, obligé-es à des procédures de plus en plus lourdes de renouvellement de leur titre de séjour taxé de plus en plus lourdement, nos plus de 20 000 collègues doctorant-es internationaux-ales voient leur précarité se renforcer encore.

Déjà, le plan dit « Bienvenue en France » avait multiplié par 10 les frais d'inscription des étudiant-es non ressortissant-es de l'UE.

Les régularisations permettant d'obtenir un titre de séjour par le travail ou en raison de la vie privée et familiale, ont été fortement réduites. Le nombre d'OQTF a encore

augmenté. Des dizaines de milliers de personnes étrangères, confrontées au blocage des préfectures et à la lenteur du renouvellement de leurs titres, se retrouvent dans des situations dramatiques, en raison d'une politique discriminatoire et xénophobe.



Cette politique fait le jeu de l'extrême droite, alimente le racisme et la surexploitation des travailleuses et des travailleurs migrant-es, avec ou sans papiers, faisant du traitement inégalitaire et stigmatisant des personnes étrangères la norme.



Ce n'est pas la France que nous souhaitons !

Nous souhaitons une France de liberté et

d'égalité ! Les droits à l'éducation, aux protections sociales, à la santé, au travail, au logement, aux loisirs, à la culture... doivent être les mêmes pour toutes et tous afin de permettre à chacune et chacun de construire librement son quotidien et son avenir.

